

# Le débat sur la Politique extérieure à la Chambre

## M. BRIAND RÉPLIQUE A PLUSIEURS INTERPELLATEURS et la suite de la discussion est renvoyée à jeudi après-midi

Paris, 25 mai. — M. Raoul Péret ouvre la séance à 15 h. 10.

### LES INTERPELLATIONS CONTINUENT

La Chambre reprend la suite de la discussion des interpellations sur la politique extérieure.

#### M. Noblemaire

M. Noblemaire se félicite que le Président du Conseil ait pu annoncer que l'attaque allemande était évitée et que la voie de la France avait été entendue à Berlin. Les Alliés, dit-il, doivent avoir une attitude telle que de pareils incidents ne se renouvelent pas dans un délai plus ou moins rapproché. Nos Alliés et même les neutres, nous reprochent, dit M. Noblemaire, pour le traité de paix, de nous être résignés devant l'Angleterre. Nous ne serons jamais assez reconnaissants à l'Angleterre de son concours pendant la guerre, mais à elle, le traité de paix lui a donné toute satisfaction. Tandis que la France, pour une victoire aussi magnifique, et des sacrifices beaucoup plus lourds, attend encore ce qui lui est dû. Nous ne voulons plus que l'on puisse dire que nos hommes d'Etat marchent à la remorque de l'Angleterre.

M. Noblemaire invite le général d'Ostoy à revenir à la politique et à la reconstruction de la France. L'orateur prie ensuite de la reconstruction et déclare qu'elle ne pourra être menée à bien qu'avec l'utilisation de tous les concours, quels qu'ils soient. M. Noblemaire envisage les difficultés qui se présenteront l'occupation de la Ruhr. Il ajoute que s'il faut être prêt à employer la force, comme le plus sûr moyen, il ne faut le faire qu'à la dernière extrémité.

Parlant aussi du programme de reconstruction, M. Noblemaire envisage favorablement la coopération allemande. Il termine en exprimant l'espoir que l'Amérique nous apportera son concours.

#### Deux questions de M. Peyroux

M. Peyroux déclare renoncer à la parole à la condition que M. Briand réponde aux deux questions suivantes: 1° M. Briand a-t-il fait hier confiance à l'oyant du chancelier, a-t-il la même confiance dans les nouveaux ministres Rathenau et Van Rosen? 2° La déclaration de M. Briand sur l'article de la Gazette de Voss a-t-elle été lue par M. Stresemann qui a failli devenir chancelier au début de l'année dernière?

#### M. Briand répond

M. Briand répond qu'il serait raisonnable, dans une discussion de l'importance de celle-ci, de ne pas apporter d'articles de journaux comme base d'argumentation. Il ajoute que M. Stresemann n'a rien dit de ce genre. Il dit que le docteur Wirth était un grand homme de bien, mais qu'il n'était pas un homme d'Etat. Il dit que le chancelier allemand n'a rien dit de ce genre. Il dit que le chancelier allemand n'a rien dit de ce genre.

#### M. J. Barthélemy continue ses critiques

M. Joseph Barthélemy passe à l'examen du traité de paix. Il dit que le traité de paix est un acte de lâcheté. Il dit que le traité de paix est un acte de lâcheté. Il dit que le traité de paix est un acte de lâcheté.

#### M. Regaud et la Haute-Silésie

M. Regaud, député du Rhône, interpelle sur l'attitude du gouvernement français dans la question de Haute-Silésie. L'interpellateur qui a été entendu par le Parlement, apporte des documents qui intéressent vivement les députés. Il s'agit de documents qui intéressent vivement les députés.

#### Réplique du Président du Conseil

M. Briand. — C'est extraordinaire. Vous venez de parler du traité. Eh bien, c'est le traité qui prévoit que la Commission internationale qui a la majorité décide les conditions administratives de la Haute-Silésie et la procédure du vote. Je n'ai fait qu'enregistrer la décision de la Commission.

#### M. Tardieu

M. Tardieu. — C'est le gouvernement de M. Leygues qui avait fait une proposition, que votre gouvernement a fait siéner dans les huit premiers jours de son existence.

# Mort de M. Emile Combes

Paris, 25 mai. — M. Emile Combes, sénateur de la Charente-Inférieure, ancien président du Conseil, est décédé mardi, à Paris. L'inhumation aura lieu dimanche, à 14 heures.

M. Emile Combes est mort, après une courte maladie. Il était âgé de 86 ans. Sa carrière avait commencé dans l'armée.



M. EMILE COMBES  
ancien Président du Conseil

# LA MORT DE M. COMBES LE PROJET D'AMÉNAGEMENT DU RHÔNE EST VOTÉ

Paris, 25 mai. — La séance est ouverte à 15 h. 10, sous la présidence de M. Alexandre Bérard.

M. Bérard prononce l'éloge funèbre de M. Emile Combes, sénateur de la Charente-Inférieure, ancien président du Conseil, décédé hier. Sur la proposition de M. Bérard, le Sénat suspend sa séance un quart d'heure, en signe de deuil.

À la reprise, l'Assemblée reprend la discussion du projet d'aménagement du Rhône. L'ensemble de ce projet est adopté.

# LES QUOTIDIENNES

## M. Briand & l'Entente

J'ai rencontré hier l'un de nos parlementaires les plus sympathiques et les plus avisés. Naturellement, je lui ai posé la question du jour: « Que pensez-vous de l'Entente? »

« Le Président du Conseil a parlé comme il devait le faire dans la situation actuelle. Il ne faut pas oublier que les responsabilités internationales sont effrayantes. Dans l'état présent de la France, on ne peut compter sur notre grande supériorité militaire. Il est possible de nous passer de l'alliance anglaise. Nos finances, notre crédit, nos besoins économiques, tout exige une entente cordiale avec nos voisins. Je dois dire que ceux-ci ont un égal intérêt à cette entente. »

« Ce serait un grand malheur pour les deux pays et une immense victoire pour l'Allemagne. Sans doute, immédiatement, nous pourrions obtenir quelques avantages et une satisfaction d'amour-propre si, par nos seuls moyens nous forçons les Allemands à s'exécuter, mais le lendemain quelle ne serait pas notre déception quand, devant d'autres difficultés, d'autres conflits, nous nous trouverions dans un isolement qui n'aurait rien de splendide. »

« Certes, M. Briand poursuit l'exécution du traité, mais, avant tout, il veut le maintien de l'Entente. Si l'Entente n'existait plus, comment pourrions-nous défendre, avec chance de succès, nos droits devant l'Allemagne, comment aurions-nous pu sortir de la pénible et dangereuse situation financière qui est la conséquence de la guerre? »

« Dites-vous bien que ceux qui critiquent le plus sévèrement M. Briand et l'accusent de manquer d'énergie et d'autorité, n'agissent pas autrement si les écrasantes responsabilités du pouvoir pesaient sur leurs épaules. »

« Le Président du Conseil a eu raison de le dire, mardi, à la Chambre: « Nous ne sommes pas seuls, et il faut tenir compte des vues de nos Alliés, même quand elles sont opposées à nos nôtres et que nous désirons les combattre. »

« Je suis certain qu'il y a à la Chambre une forte majorité qui partage ma manière de voir. D'ailleurs, parmi les opposants, qui voudraient, dans des circonstances présentes, prendre le pouvoir alors que les nuages noirs qui obscurcissent l'horizon international ne sont pas dissipés. »

Ainsi parla mon ami, le député. Je me gardai bien d'ajouter quelque chose à son appréciation.

Maurice Auber.

# L'ATTITUDE DE L'ALLEMAGNE

## Démobilisation partielle

### Les hommes mariés et les soutiens de famille de la classe 19 vont être libérés

Paris, 25 mai. — L'Allemagne ayant donné, pour la première fois, depuis sa défaite, l'impression de vouloir remplir ses engagements, et la bonne volonté du gouvernement du Reich s'étant notamment manifestée en ce qui concerne la Haute-Silésie, le gouvernement français, après avoir pris connaissance des rapports du commandant de l'armée du Rhin, sur le nombre d'hommes nécessaires pour faire face à toutes les éventualités, et conformément à ses conclusions, a décidé de renvoyer immédiatement dans leurs foyers les hommes mariés et les soutiens de famille de la classe 1919. Le ministre de la guerre vient de donner des ordres dans ce sens.

Poste à savoir maintenant si l'Allemagne persistera dans sa ligne de conduite. C'est là une question qui reste posée.

### Les exploits des corps francs

Le correspondant berlinois télégraphie que les corps francs qui opèrent en Silésie supérieure, surtout les détachements d'anciens soldats de la Bavière et de la Prusse, ont subi de graves pertes. Les corps francs ont subi de graves pertes.

Beaucoup de ces soldats ont déjà déserté parce que leur chef, un certain docteur Schmidt, ne leur payait pas leur soldo. Les hommes avaient reçu ordre de s'approvisionner eux-mêmes chez l'habitant et en profitant pour dévaliser les paysans, piller les basses-cours et les étables, brutaliser les juifs, terroriser les femmes.

Les étudiants surtout eurent une attitude scandaleuse, menaçant de fuir quoique ne voulant pas passer par leurs exigences.

Les corps francs, qui arborent des inscriptions républicaines et menacent de mort le président Ebert et le chancelier, font mine de vouloir marcher sur la capitale pour renverser la République.

### M. Wirth se rendrait dans la région silésienne

M. Wirth a quitté Berlin, pour se rendre dans l'Allemagne du Sud. Il y a tout lieu de croire que le nouveau chancelier se rendra dans la région de Silésie pour s'assurer personnellement de l'exécution des ordres du gouvernement.

### Un Conseil de Cabinet

Berlin, 25 mai. — Un Conseil de cabinet s'est tenu à Berlin, pour examiner la question de Haute-Silésie et celle du désarmement.

### A la Diète saxonne

Au cours de la séance de la Diète saxonne, le ministre de l'Intérieur a fait les déclarations suivantes:

« Nous avons publié des ordonnances de police relatives au recrutement des volontaires pour la Haute-Silésie et la formation de corps armés ne seront plus tolérées. Des ordonnances de police ont été prises les armes trouvées dans ces corps. Les gares de Dresde, Leipzig et Zwickau sont surveillées. »

Mardi, un train transportant des volontaires en Haute-Silésie, a été arrêté en gare de Dresde; les volontaires ont été contraints à rebrousser chemin.

### Un incident à Duisbourg

Bruxelles, 25 mai. — La « Nation Belge » signale un incident qui s'est produit hier en Allemagne occupée.

Un concert d'un concert donné à leur mess par des officiers français de Duisbourg en l'honneur des officiers belges de la même garnison occupée.

Les soldats firent taire ces évergèrnes et l'incident en resta là, grâce au calme de nos soldats.

### La Réparation des Dommages de Guerre

Paris, 25 mai. — La Commission des Régions libérées, réunie sous la présidence de M. Groussau, a entendu la lecture du rapport de M. René Lefebvre, sur les diverses propositions tendant à modifier la loi sur la réparation des dommages de guerre. Ce rapport sera discuté par la Commission dans une prochaine séance.

# DERNIÈRE HEURE

## La Restauration des Régions dévastées

### Le Comité d'action que préside M. Basly reçu à la Présidence du Conseil

Paris, 25 mai. — MM. Basly, Dutilloy, Doucard, Griel, membres du bureau du Comité d'action des Régions dévastées auxquelles s'étaient joints plusieurs parlementaires ont été reçus, ce matin à dix heures, par M. Briand.

M. Briand a écouté avec la plus grande attention les exposés de M. Basly, président du Comité, et de M. Doucard, secrétaire. M. Briand a dit que la situation des régions dévastées est très grave et qu'il faut y porter remède.

M. Doucard a dit que le problème des réparations doit être résolu dans le plus bref délai. M. Briand a dit que le problème des réparations doit être résolu dans le plus bref délai.

M. Briand remercia les membres du Comité d'être venus échanger avec lui, sur un si grave problème, des considérations d'ordre pratique. Il déclara:

« Votre groupe est fort utile et j'apprécie vos suggestions. Il affirmait être partisan de l'emploi des matériaux allemands sans réserve et de l'emploi de la main-d'œuvre qualifiée et qu'elle soit refusée par la population. La collaboration est nature, ajouta-t-il, et ne pourrait être envisagée avec le président du gouvernement allemand que si les conditions sont satisfaisantes. En effet, je crois à la sincérité du nouveau gouvernement allemand qui fait des efforts méritoires pour tenir ses engagements. Il se déclare favorable à un essai immédiat de la main-d'œuvre allemande dans les zones rouges. »

# LES INTERPELLATIONS CONTINUENT

## IMPRESSIONS DE SEANCE

Paris, 25 mai. — Les discours de MM. Noblemaire, J. Barthélemy et Regaud ont sans doute été fort intéressants, mais il était néanmoins évident qu'après les explications apportées, hier, par le Président du Conseil, la Chambre estimait que le débat n'avait plus de raison d'être et qu'il ne fallait pas prolonger l'Assemblée.

### LES INTERPELLATIONS CONTINUENT

Paris, 25 mai. — Selon l'agence Reuters, le discours de M. Briand a produit une excellente impression dans les milieux autorisés de Londres. L'opinion britannique accueilli avec plaisir la nouvelle que le gouvernement français a exprimé sa satisfaction de l'attitude du gouvernement allemand et l'on exprime l'espoir que l'opinion publique française se rendra maintenant compte de l'énergie des représentations faites incessamment pendant cette dernière semaine par le gouvernement britannique pour arriver à ce résultat.

### LA JOURNÉE EN ANGLETERRE

Echange de télégrammes entre M.M. Millerand et Georges V.

### DEMARCHE DE REPRESENTANTS DU NORD AUX MINISTRES DE LA GUERRE ET DES REGIONS LIBERÉES

Paris, 25 mai. — MM. Hayes, Trystram, sénateurs; Escoffier, des Rotours, députés; Godin, maire de Douai, accompagnés de représentants des syndicats des employés civils des établissements militaires, se sont rendus, ce matin, au ministère de la Guerre et au ministère des Régions libérées, où ils ont entretenu MM. Barthou et Loucheur de conventions qui résulteraient du licenciement du personnel de l'arsenal de Douai, qui était projeté, afin d'éviter une extension de la crise du chômage.

### Les échanges de vues entre Gouvernements de l'Entente

Paris, 25 mai. — Les échanges de vues se poursuivent très activement entre les chancelleries de Paris, Londres et Rome, au sujet du règlement de l'Empire. Il s'agit de l'échange de vues très suivis, dont le résultat d'ensemble serait soumis à la ratification du Conseil suprême, tandis que les détails d'application extrêmement complexes, dès la solution intervenue, seraient laissés à la décision de la Commission des ambassadeurs.

### UN HOMME IVRE TUE SON ENFANT ET BLESSE SA FEMME

Bruxelles, 25 mai. — Le nommé Jules Ruz, 30 ans, employé à la gare de Rosas-les-Bains, rentré chez lui, à Beaumont, en dévotion, chercha querelle à sa femme, qui se sauva dans le jardin avec son plus jeune enfant, âgé de 13 mois. Ruz le poursuivit et tira sur eux un coup de fusil qui atteignit l'enfant à la tête et la femme au côté gauche. L'enfant fut tué sur le coup et la mère grièvement blessée, a été transportée à l'hôpital de Bernay. Le meurtrier a été arrêté.

### LE CONCOURS HIPPIQUE DE BRUXELLES

Bruxelles, 25 mai. — Les concurrents français se sont tout particulièrement distingués dans l'épreuve d'obstacles pour officiers et gentlemen. Deux concurrents français ont effectué le parcours sans faute et se sont partagés le premier et second prix; ce sont les chevaux appartenant à MM. Cravimier, de Mieux et montés par M. Deroyet et l'autre par M. Demariaux.

MM. Rousseau, de Tourcoing; Delaëns, de Lille, et Lederlin, se sont classés 3e, 4e et 10e sur 65 concurrents belges et français.

Mercredi après-midi, un groupe important de cinq-vingts a mis le feu à la maison de Dutilloy qui a été à peu près détruite. Un cambrioleur, au cours d'un vol, s'est fait tuer au feu, sans blessés. Les deux auteurs ont été arrêtés. La police n'a eu que quatre blessés.

### RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

OSTEND. — Liverpool, 25 mai. — Mai, 1.700; Juin, 1.700; Juillet, 1.700; Août, 1.700; Septembre, 1.700; Octobre, 1.700; Novembre, 1.700; Décembre, 1.700.